

**Déclaration préalable au CTSD du 26 janvier 2017**

 Une fois de plus, aucun bilan de rentrée pour les collèges du Doubs n'a été fourni aux représentants des personnels, contrairement à ce qui se pratique dans les autres départements de l'académie. Et ce ne sera manifestement pas le cas. Il y aurait pourtant des points à étudier et à connaitre, notamment le nombre réel d’élèves présents dans les classes en raison des arrivées tardives.

 Pour la FSU, malgré les annonces du ministère concernant les créations de postes dans notre académie, tout ne va pas bien dans les collèges du Doubs. La mise en place de la réforme pose des problèmes : certains collègues sont contraints de travailler sans manuels scolaires donc de fournir à leurs élèves des milliers de photocopies, ce qui est paradoxal si nous voulons éduquer les jeunes à la lutte contre le gaspillage. Les emplois du temps à trous ou qui changent régulièrement, l'interdisciplinarité artificielle créée par les EPI, les heures de cours amputées par une aide personnalisée factice ne permettent pas non plus de travailler dans un climat serein.

 Nous voyons arriver maintenant le Livret Scolaire Unique Numérique, dont même la Directrice de l'Enseignement Scolaire affirme qu'il est impossible à utiliser parce que beaucoup trop complexe. L'outil institutionnel fourni ne fonctionne pas. Des demandes délirantes sont adressées aux enseignants puisqu'il s'agit de renseigner tous les éléments de programme étudiés pendant le trimestre, ce qui donne des bulletins d'une longueur invraisemblable et que les parents trouveront illisibles. La surcharge de travail pour les enseignants est énorme.
 Pour la mise en place du nouveau DNB, l'absence d'accompagnement est totale : un seul sujet zéro, très peu d'informations quant aux attentes liées à l'épreuve orale. Pour l'attribution des points aux élèves de 3ème, et faute d'un cadrage académique, les chefs d'établissement semblent très réticents à l'idée de respecter la règle voulant que cette étape se déroule dans le cadre du conseil de classe du 3ème trimestre, qui serait évidemment beaucoup plus long qu'à l'accoutumée et auquel ils seraient obligés d'assister. Les professeurs principaux et les professeurs dans leur ensemble risquent d'en faire les frais, sans doute appelés à se réunir sur leur temps libre pour pouvoir se concerter, au mépris des règles et de ce qu'il reste d'équité.

 Autre mécontentement, le SNEP FSU mène actuellement une campagne auprès des parents d’élèves pour que l’EPS retrouve sa place en tant que discipline évaluée au même titre que les autres.

 Il faut ajouter à cette liste les journées obligatoires de formation au numérique aux intitulés peu clairs et qui ne correspondent pas forcément aux besoins des enseignants. Le positionnement de nos ministres successifs face au numérique mériterait d'ailleurs d'être discuté et peut-être repensé.
 L'Administration refuse de prendre en compte le ras-le-bol des enseignants qui ne voient plus quel sens on veut donner à leur métier et qui s'inquiètent des conséquences sur les collégiens d'une conception pour le moins non visionnaire de l'Education Nationale, que ce soit dans le domaine de la pédagogie ou dans la gestion des élèves. Les personnels du collège Diderot, confrontés à ces problèmes depuis des années ont manifesté récemment leur épuisement. Nos hiérarchies feraient bien de réfléchir, avec les acteurs de terrain, à des modes de fonctionnement plus efficaces et plus respectueux de tous les usagers de l'Ecole, notamment en Education prioritaire pour laquelle les derniers rapports (Delahaye et CNESCO) ont révélé l’échec de la politique menée depuis des années. La mixité sociale doit devenir une priorité au même titre que les moyens en personnel encadrant. Si l'Etat n'assume pas ses responsabilités, c'est l'enseignement privé qui en tirera les bénéfices.